

◀ Sélection à l'entrée de l'Université ▶

Les mensonges de Parcoursup

Aujourd'hui, le 15 janvier 2018, ouvre la nouvelle plateforme d'orientation post-bac, Parcoursup. La fédération SUD éducation tient à alerter les salarié-e-s de l'éducation et de l'enseignement supérieur, les étudiant-e-s, les élèves et leurs parents, sur les dangers de la réforme qui se cache derrière Parcoursup. En effet, Parcoursup ne réglera en rien les injustices de la plateforme Admission post-bac (APB) tant décriée. Au contraire, elle ne fera que les aggraver.

- Le gouvernement vante les mérites de Parcoursup par rapport à APB, sous prétexte que tous les dossiers des candidat-e-s seraient examinés de façon qualitative par les établissements d'enseignement supérieur. **C'est faux !** Puisque dans le même temps le gouvernement promet aux universités la mise en place d'algorithmes locaux pour trier automatiquement les dossiers en fonction des notes. Il est en effet impossible de classer autrement en quelques semaines les milliers de dossiers qui parviendront à chaque formation. **Parcoursup, ce sont des APB locaux, aux critères opaques, à la place d'APB.**
- Le gouvernement assure aux élèves et à leurs familles qu'il existera des formations non-sélectives sur Parcoursup. **C'est faux !** Avec la loi relative « à l'orientation et à la réussite des étudiants » qui accompagne Parcoursup, bien qu'elle ne soit pas encore adoptée par le parlement, les universités pourront sélectionner en priorité les meilleurs élèves, puis refuser les autres candidat-e-s une fois leurs capacités d'accueil atteintes. **Parcoursup, c'est APB, avec en plus la sélection à l'entrée de l'université.**
- Le gouvernement défend la définition d'attendus pour chaque filière d'enseignement supérieur, conditions supposément requises pour y réussir, en expliquant que les élèves de terminale pourront faire leurs vœux sur Parcoursup en connaissance de cause. **C'est faux !** Face à la résistance d'un nombre croissant d'universités et de composantes qui boycottent la remontée de ces attendus, et que SUD éducation soutient, le gouvernement vient de repousser au 6 mars la date limite pour les publier. Les attendus, s'ils existent, ne seront donc connus des élèves qu'une semaine avant la date de clôture des vœux sur Parcoursup, fixée au 13 mars. **Parcoursup, c'est APB, la transparence sur les critères d'admission en moins.**
- Parcoursup est supposé résoudre les difficultés soi-disant techniques d'APB, qui en 2017 avait laissé sans affectation pendant des mois des dizaines de milliers de bachelier-e-s. **C'est faux !** En mettant fin à la hiérarchisation des vœux, Parcoursup s'apprête à créer d'interminables listes d'attente, génératrices d'anxiété pour les élèves et leurs familles. **Parcoursup, c'est APB, avec davantage de délais et surtout de laissé-e-s pour compte.**

Pour SUD éducation, le seul moyen d'accueillir dans de bonnes conditions tous les étudiant-e-s qui souhaitent poursuivre des études supérieures, c'est d'investir massivement dans l'éducation. **Nous revendiquons :**

- Le retrait sans conditions du Plan Étudiants et du projet de loi relatif « à l'orientation et à la réussite des étudiants ».
- Un plan d'urgence pour l'enseignement supérieur et la recherche, financé à hauteur de 3 milliards d'euros par an sur dix ans, permettant la construction d'établissements et l'embauche de 5 000 personnels titulaires par an.

La fédération SUD éducation appelle les salarié-e-s de l'éducation et de l'enseignement supérieur à se réunir, pour construire dans l'unité, avec les étudiant-e-s, les élèves et leurs parents, un mouvement de résistance d'ampleur à l'instauration de la sélection à l'entrée de l'université ; elle appelle les collègues des universités à ne pas appliquer cette sélection.